

« Diagnostic de(s) crise(s) à Madagascar »

Dossier spécial de la revue *Afrique Contemporaine*

Coordonné par Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger

Appel à Contribution

Si des vies humaines n'étaient pas en jeu, Madagascar aurait pu s'enorgueillir d'ajouter au mystère des origines de sa population celui de sa trajectoire. La trajectoire de l'économie malgache est d'abord une énigme. Depuis plus de quatre décennies, les différents changements aussi bien de stratégies économiques que de systèmes politiques n'ont pas permis d'inverser la dynamique régressive de l'économie malgache. Ainsi, le pouvoir d'achat des Malgaches a diminué d'un tiers de 1950 à 2010 selon les séries longues établies par Maddison (2011). Ensuite, l'énigme se double d'un paradoxe. Chaque fois qu'un épisode de croissance s'est fait jour, une crise de nature sociopolitique est survenue pour interrompre la dynamique enclenchée. Les différentes crises en 1972, 1991, 2001, et en particulier celle qui a suivi le coup d'Etat de 2009, ont eu des impacts négatifs notoires sur les niveaux de vie (Morisset, 2010). Mais le sens de la causalité *a priori* n'est pas unique : les crises sociopolitiques sont également les conséquences des conditions économiques qui prévalent, notamment de la montée des sentiments d'inégalités, d'injustice et d'exclusion. Madagascar semble enfermé dans un cercle vicieux sachant que l'issue de la dernière crise toujours en cours reste incertaine, et cela quatre ans après son déclenchement, même si les élections présidentielles et législatives d'octobre et de décembre 2013, dénommées "élections de sortie de crise" sont destinées à y mettre fin.

Ainsi, récession continue et crises récurrentes caractérisent aujourd'hui Madagascar sans que les théories du développement, traditionnelles ou récentes, ne permettent d'expliquer cette trajectoire (Razafindrakoto *et alii*, 2013). Se référant aux facteurs géographiques plutôt favorables pour Madagascar, les experts internationaux, qui commencent par découvrir le pays à travers les rapports, s'interrogent sur la fiabilité des chiffres sur l'ampleur de la pauvreté (92% de la population vivent sous le seuil de 2\$ selon la Banque mondiale). Mais les difficultés pour appréhender la tragique réalité vécue par la grande majorité de la population n'est pas l'apanage du nouveau venu, au contraire. Comment en effet concilier les images contradictoires que dessinent, à l'instar d'un puzzle, les analyses disponibles sur la Grande Ile ? Ses ressources naturelles et humaines ne sont pas seulement mythiques comme en témoignent l'arrivée des investisseurs étrangers et le succès de la zone franche d'exportation à la fin des années 1990, même si celui-ci n'a pas duré (Cling *et alii*, 2005). Comme la population, qui malgré sa perplexité affichait encore son optimisme en mai 2008 (Afrobaromètre, 2008), la communauté internationale avait même misé sur Madagascar en l'érigeant au statut de *poster boy* ou de *front-runner* du développement en Afrique au milieu des années 2000, refusant de voir les dérives autocratiques du régime en place. Madagascar n'a pas souffert depuis des décennies ni de guerre ni de conflits violents durables. Même si la fracture entre Merina et Côtiers est considérée le plus souvent comme la clef de lecture de l'histoire du pays, comparé aux autres nations du continent, la faible prégnance du fait ethnique soulignée dans quelques études (Roubaud, 2000 ; Ramamonjisoa, 2002) est confirmée par les enquêtes auprès de la population : l'ethnicité n'est pas identifiée comme source de discrimination politique ou économique (Afrobaromètre, 2005, 2008 et 2013). En termes de gouvernance, un processus de démocratisation a été enclenché avec notamment l'institutionnalisation d'un certain nombre de procédures au cours des années 1990 (compétition politique ouverte, multipartisme, suffrage universel, liberté de vote, transparence des scrutins, liberté de la presse, etc.). Certes, l'énoncé *de jure* de ces principes, et leurs applications plus ou moins effectives, ne peuvent suffire pour l'instauration d'une véritable démocratie, sachant qu'on assiste même à des marches arrières dans une phase censée être de consolidation. Toutefois, les Malgaches n'ont pas eu à subir la répression de régimes véritablement dictatoriaux depuis l'indépendance. Donc, Madagascar ne souffre pas et n'a pas souffert *a priori* de phénomènes tragiques, pourtant l'Ile est aujourd'hui parmi les pays les plus pauvres du monde.

Ce rapide panorama dressé à partir d'un nombre encore limité d'analyses, malgré un engouement récent pour Madagascar suite aux effets néfastes de la dernière crise, appelle évidemment à des études approfondies.

L'objectif de ce numéro est d'apporter un éclairage sur la nature et l'origine des crises récurrentes à Madagascar. Invariablement, pour chaque crise, les événements qui conduisirent à la chute des régimes en place apparaissent à la fois comme le résultat de jeux de coalition entre groupe d'acteurs, et notamment entre les élites, que celui de la perte progressive d'assise populaire du régime. Les contextes et motifs des différentes crises mettent en exergue l'importance accordée par la population aussi bien à leurs conditions économiques qu'aux questions de gouvernance. Comprendre la trajectoire malgache et ses crises à répétition implique de prendre en compte l'imbrication entre le politique et l'économique.

Les événements de 2008 et la période actuelle dite de transition (avant l'investiture d'un nouveau Président) ont déjà fait l'objet d'études (Galibert, 2009 ; Randrianja, 2012). Toutefois, la diversité des groupes et du rôle des acteurs (les Eglises, l'armée, le secteur privé, la communauté internationale, la société civile, les populations) tout comme la multiplicité et l'enchaînement des faits qui ont généré et prolongé cette transition, constituent autant de matières pour enrichir les analyses. Mais il ne s'agit évidemment pas de se restreindre à la dernière crise dont l'actualité encore brûlante risque d'empêcher un certain recul. L'application de ces mêmes approches aux crises passées donnerait une profondeur historique aux contributions proposées. On pourrait en particulier s'intéresser au rôle des élites ou gens de pouvoir régulièrement invoqué mais encore insuffisamment étudié malgré quelques exceptions (Rajaonah, 1996 ; Galibert, 2011). De même, la pertinence des lieux communs mettant en avant les spécificités culturelles, géographiques, historiques malgaches pour expliquer la trajectoire du pays devrait être mise à l'épreuve des faits. Afin de dépasser les approches qui se limitent à épingler des singularités "exotiques" mais très localisées et sans réel impact au niveau macro, les analyses qui s'attachent à démontrer, ou du moins à s'interroger sur, la véritable portée de phénomènes observés sur la dynamique à l'échelle nationale seront à privilégier.

Vu l'ampleur du sujet, cet appel à contribution s'adresse à un vaste spectre de spécialistes. Le diagnostic s'enrichira de regards croisés de chercheurs de différentes disciplines (historiens, économistes, sociologues, politologues, anthropologues, etc.).

Calendrier

Le calendrier de ce dossier, susceptible de modifications est le suivant :

- Faire acte de candidature, en envoyant une courte note d'une page, et ce au plus tard pour le 10 mars 2014 (problématique du texte ; rapide exposé du déroulé de l'argumentaire ; rapide exposé des données/terrains mobilisé(e)s).
- Réponse de la rédaction d'*Afrique contemporaine* aux auteurs, au plus tard le 20 mars 2014.
- Envoi d'une première version des articles pré-sélectionnés le 15 juin 2014.
- Publication du numéro, troisième trimestre 2014.

Les articles devront avoir un format de 35 000 signes espaces compris (notes de bas de page et bibliographie comprises) dans leur version destinée à la publication. Ils suivront la procédure d'évaluation scientifique auprès de deux référés anonymes et du comité de lecture d'*Afrique contemporaine*.

Contacts

Vous pouvez adresser vos appels à proposition par e-mail à : roubaud@dial.prd.fr et fortuiti@afd.fr

Références bibliographiques

- Afrobaromètre (2008), 2008 Round 4 Afrobarometer Survey in Madagascar : Summary of results. [accessible sur <http://www.afrobarometer.org/files/documents>]
- Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005), « Export processing zones in Madagascar: a success story under threat? », *World Development*, 33(5), pp. 785-803.
- Galibert D. (2009), « Mobilisation populaire et répression à Madagascar », *Politique africaine*, n°113, pp. 139-151.
- Galibert D. (2011), *Les gens de pouvoir à Madagascar*, Karthala, Paris.
- Maddison (2011), *Historical Statistics of the World Economy: 1-2008 AD*, University of Groningen, Groningen.
- Morisset J. (2010), « Au cœur des ténèbres : le renouveau des institutions et de la gouvernance », in Banque mondiale, *Madagascar : vers un agenda de relance économique*, 2010, pp.23-40, Antananarivo.
- Rajoanah F. (1996), *Elites et notables malgaches à Antananarivo dans la première moitié du XXème siècle*, thèse d'Etat. Université Lyon II, 4 tomes, Lyon.
- Ramamonjisoa J. (2002), "Les relations entre "ethnies" à Madagascar : une problématique souvent mal posée", *Afrique contemporaine*, No.202-203, avril-septembre, pp.55-71
- Randrianja S. (dir.), (2012), *Madagascar, le coup d'Etat de mars 2009*, Karthala, Paris.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (2013), « Gouvernance, Institutions et Croissance de Long terme : le mystère malgache », Rapport d'étude AFD, (avec la participation de C. Chadefaux, D.A. Lahiniriko, L. Razafimamonjy, D. Razafindrakoto), Paris.
- Roubaud F. (2000), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, l'Harmattan / Tsipika, Paris.